

*Les subsides*

Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) rit. Il trouve drôle d'entendre dire que le gouvernement doit aider les entreprises.

**M. McDermid:** Non, il rit de vous.

**M. Fisher:** Examinons les projets spéciaux de relance par lesquels nous avons aidé l'économie à sortir de la récession. En avril de l'année dernière, nous avons affecté des crédits de 4.5 milliards de dollars aux projets spéciaux de relance. Ce programme était conçu non pas comme une intervention permanente dans l'économie, mais plutôt comme une intervention ponctuelle, une injection de vitamines, si l'on veut. La cible était nos industries les plus vitales et les plus faibles. C'était aussi un moyen d'encourager notre secteur de pointe, l'industrie de l'avenir.

Voyons les détails de ces programmes. Dans le domaine du tourisme, nous construisons un nouveau port de plaisance à Mississauga-Sud. Nous avons lancé une campagne publicitaire dans tout le Canada et le nord des États-Unis pour favoriser le tourisme et encourager les vacanciers à dépenser leur argent au Canada. Dans le secteur du logement, il y a la subvention de \$3,000 aux propriétaires de maison. Il y a le programme de logements sociaux, qui a permis de construire plus de 120,000 logements subventionnés d'un bout à l'autre du pays. Le nouveau programme d'assurance hypothécaire est en bonne voie.

Dans le secteur du bâtiment, une subvention de plus de 12 millions de dollars a été accordée pour les travaux à l'aéroport Pearson, dans la municipalité de Mississauga. La ville de Toronto bénéficie de subventions pour son projet de Harbour Front. On construit un passage ferroviaire inférieur dans Mississauga-Nord, à l'angle de Derry Road, près de la circonscription de Brampton-Georgetown. La même chose se répète sans cesse d'une circonscription à l'autre dans tout le Canada car le gouvernement offre son aide pour soutenir le bâtiment, le logement, le tourisme et bien d'autres secteurs mous de notre économie.

Quant aux secteurs prometteurs de l'avenir, il suffit de voir de quelle façon nous avons dépensé nos crédits consacrés à la défense au cours des quatre dernières années. Les programmes d'acquisition des CF-18 et de fabrication des frégates ont exigé d'énormes investissements de plusieurs milliards de dollars. Nous avons obligé nos fournisseurs étrangers à dépenser au Canada parce que nous voulions garder cet argent chez nous et, ce qui importe encore plus, que nous voulions être au parfum de la technologie et des progrès nouveaux dans ces secteurs essentiels. Dans ma ville, les fabricants d'ordinateurs, les exploitants d'ateliers d'usinage, les fondeurs de métaux sophistiqués ou les fabricants d'appareils électroniques ont tous prospéré grâce à ce programme d'achats canadien. La même politique a eu des répercussions favorables dans le cas du programme de modernisation des radars au ministère des Transports. Le nouveau contrat qui vient d'être octroyé à la société Raytheon va procurer des sous-contrats à des entreprises établies d'un bout à l'autre du pays. Le programme des brise-glace pour la garde côtière, celui des centres d'excellence et celui de productivité de l'industrie de défense permettent tous de dépenser au Canada l'argent des contribuables afin d'en faire bénéficier notre économie et de nous faire partager la nouvelle technologie.

La première chose que je dois faire observer, monsieur le Président, c'est qu'il existe un contrat social entre les entreprises et le gouvernement. Ce contrat a protégé les entreprises des effets de la récession. Il a contribué à ranimer et à rebâtir les entreprises. Ce contrat encourage le secteur privé et la création de nouveaux emplois.

La deuxième chose que je veux faire observer au sujet de la gestion de notre économie, monsieur le Président, c'est que nous avons encouragé le maintien des programmes de sécurité sociale à travers l'une des périodes les plus difficiles que nous ayons connue au Canada. Durant la dernière récession, le Canada a été l'un des deux seuls pays à refuser de réduire les crédits destinés aux programmes de sécurité sociale. Nous les avons en fait accrus en mettant en œuvre des programmes de création d'emplois dont celui de travail partagé, le Programme Canada-Ontario de développement de l'emploi et d'autres programmes similaires appliqués d'un bout à l'autre du pays, notamment le programme d'emplois d'été pour les étudiants, celui de Canada au travail et toute une série d'autres programmes de création d'emplois destinés à venir en aide à ceux qui avaient immédiatement besoin d'une aide à court terme. Au cours de la relance, nous avons été fidèles à l'engagement que nous avons pris en matière de sécurité sociale. Nous y avons été fidèles en ce qui concerne le régime d'assurance-maladie et ses améliorations. Nous avons réformé nos régimes de pension.

**M. Epp:** Comment?

**M. Fisher:** Avant la fin de l'année, nous aurons majoré le supplément de revenu garanti de \$50 par mois.

**M. McDermid:** Comment avez-vous réformé les régimes de pension?

**M. Fisher:** Voilà comment nous avons été fidèles à notre promesse en matière de sécurité sociale et de relance de notre économie.

J'entends les vociférations du député de Provencher (M. Epp), du député de Brampton-Georgetown (M. McDermid), du député de Mississauga-Sud et du député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). Monsieur le Président, mieux vaudrait peut-être que vous les exhortiez à prendre la parole et à formuler quelques idées utiles . . .

**M. Epp:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Le député de Provencher (M. Epp) invoque le Règlement.

**M. Epp:** Monsieur le Président, j'attendrai que le député ait terminé. Cependant, j'entends lui poser deux ou trois questions.

**M. Fisher:** En l'occurrence, monsieur le Président, le député fait preuve d'une politesse inhabituelle. Je lui sais gré de son intervention, si inutile soit-elle. Chose étonnante, elle est vraiment peu révélatrice de ce qu'il pense ou de ce qu'il entend.

La troisième chose que je voudrais dire, monsieur le Président, c'est que nous avons l'intention d'asseoir la relance sur de fortes assises partout au Canada. C'est pour débarrasser notre économie de l'inflation que nous appliquons le programme des six et cinq pour cent depuis deux ans. C'est pour que les jeunes et les chômeurs puissent avoir accès aux programmes de recyclage que nous avons adopté la loi nationale sur la formation. C'est pour favoriser le commerce avec l'extérieur que nous avons étudié en priorité les mesures portant sur Canagrex, la